



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Capacité de l'agriculture européenne et son avenir

Günther Thiede

Citer ce document / Cite this document :

Thiede Günther. Capacité de l'agriculture européenne et son avenir. In: Économie rurale. N°116, 1976. Les produits alimentaires stratégiques - deuxième partie. pp. 47-52;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2459>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_116_1_2459

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

La science et la technologie ont déjà considérablement transformé l'agriculture : avec le concours de 100.000 chercheurs dans le monde entier, elles en remodèlent l'avenir selon l'évolution dépeinte par l'auteur dans son livre « L'avenir vert de l'Europe ». L'agriculture de demain changera encore complètement, doublant les rendements des productions végétale et animale, durant les décennies à venir.

Mais les débouchés ne croîtront pas dans les mêmes proportions. Le marché intérieur ne peut guère s'étendre. L'agriculture européenne n'est pas compétitive sur le marché mondial. A long terme, les pays en développement ne comptent pas comme acheteurs. De plus, une aide alimentaire libre, suivie, va contre l'intérêt de ces pays.

En conséquence, la capacité de l'agriculture européenne ne doit pas être accrue, mais au contraire réduite progressivement en gelant des terres cultivées et même en réduisant le cheptel. C'est pourquoi les exploitations non viables et les régions déshéritées ne devraient pas plus longtemps être subventionnées. Le changement structurel de l'agriculture européenne, nécessaire depuis longtemps, devrait être accéléré par un système de « pressions et incitations ». Ainsi l'aide financière aux agriculteurs qui se retirent, est-elle indispensable.

Grâce au progrès technique, les perspectives restent favorables pour les exploitants d'entreprises modernes, dans les meilleures zones de production.

Abstract

Science and technology have already modified farming considerably. With the help of 100,000 research workers all over the world they are remodelling the future of farming along the lines described by the writer in .Europe's Green Future. The farming world of tomorrow will again change completely, doubling the yield of vegetable and animal production during the coming decades. But commercial outlets will not increase in the same proportions. The home market can hardly increase. European farming is not competitive on the world market. In the long term, the developing countries do not count as buyers. Moreover, free, long-term food aid is not in the interests of these countries. Consequently, European agricultural capacity must not be increased, but, on the contrary, be reduced gradually by freezing the land under cultivation and even by reducing livestock. This is why farms and regions which are unprofitable should no longer be subsidized. The structural change in European farming that has long been necessary should be speeded up by a system of « pressures and encouragements ». For this reason financial assistance to retiring farmers is indispensable. Because of technical progress the prospects for farmers running modern farms in better production areas remain favourable.

CAPACITÉ DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE ET SON AVENIR

Günther THIEDE

Luxembourg

La science et la technologie ont déjà considérablement transformé l'agriculture : avec le concours de 100.000 chercheurs dans le monde entier, elles en remodelent l'avenir selon l'évolution dépeinte par l'auteur dans son livre « L'avenir vert de l'Europe ». L'agriculture de demain changera encore complètement, doublant les rendements des productions végétale et animale, durant les décennies à venir.

Mais les débouchés ne croîtront pas dans les mêmes proportions. Le marché intérieur ne peut guère s'étendre. L'agriculture européenne n'est pas compétitive sur le marché mondial. A long terme, les pays en développement ne comptent pas comme acheteurs. De plus, une aide alimentaire libre, suivie, va contre l'intérêt de ces pays.

En conséquence, la capacité de l'agriculture européenne ne doit pas être accrue, mais au contraire réduite progressivement en gelant des terres cultivées et même en réduisant le cheptel. C'est pourquoi les exploitations non viables et les régions déshéritées ne devraient pas plus longtemps être subventionnées. Le changement structurel de l'agriculture européenne, nécessaire depuis longtemps, devrait être accéléré par un système de « pressions et incitations ». Ainsi l'aide financière aux agriculteurs qui se retirent, est-elle indispensable.

Grâce au progrès technique, les perspectives restent favorables pour les exploitants d'entreprises modernes, dans les meilleures zones de production.

Science and technology have already modified farming considerably. With the help of 100,000 research workers all over the world they are remodelling the future of farming along the lines described by the writer in Europe's Green Future. The farming world of tomorrow will again change completely, doubling the yield of vegetable and animal production during the coming decades. But commercial outlets will not increase in the same proportions. The home market can hardly increase. European farming is not competitive on the world market. In the long term, the developing countries do not count as buyers. Moreover, free, long-term food aid is not in the interests of these countries. Consequently, European agricultural capacity must not be increased, but, on the contrary, be reduced gradually by freezing the land under cultivation and even by reducing livestock. This is why farms and regions which are unprofitable should no longer be subsidized. The structural change in European farming that has long been necessary should be speeded up by a system of « pressures and encouragements ». For this reason financial assistance to retiring farmers is indispensable. Because of technical progress the prospects for farmers running modern farms in better production areas remain favourable.

Lorsqu'on veut évaluer la capacité de l'agriculture européenne il faut se libérer du statu quo. Il faut penser à long terme et essayer de déterminer le potentiel qui pourrait un jour ou l'autre être atteint. Et c'est ici que commencent les difficultés : l'échafaudage relativement certain des statistiques (historiques) doit être abandonné et remplacé par des extrapolations courageuses. Mais quelles sont les hypothèses à utiliser lors de telles réflexions ou plutôt « visions », et jusqu'où peut-on alors s'avancer dans le temps ?

Il en est aujourd'hui comme il y a 25 ans. A cette époque, on ne croyait pas non plus les quelques chercheurs qui osaient imaginer le monde agricole de demain.

— Qui aurait cru en ce temps que les rendements du blé en France passeraient de 16 à 40 qx à l'hectare, augmentant ainsi de 250 % ?

— Qui aurait cru en 1950, que les exportations de céréales de la France dépasseraient un jour les quan-

tités produites dans ce pays vers les années 50, et même les exportations des Etats-Unis d'alors ?

— Qui aurait pu prévoir à cette époque que la mise en œuvre de races hybrides tant animales que végétales permettrait de doubler les rendements ?

— Qui aurait prévu alors pour la France de nos jours une consommation d'engrais presque aussi intensive que la moyenne hollandaise des années 50, c'est-à-dire six fois supérieure à celle de la France de 1950 ?

— Qui aurait prévu de très grandes exploitations avicoles comportant 100.000 animaux pour les coquelets et 20.000 pour les poules pondeuses et pouvant fournir aujourd'hui respectivement quelque 20 % et 10 % de la production française ?

— Qui aurait prévu en 1950 que le Bassin parisien, où le maïs-grain n'était cultivé que sporadiquement, deviendrait la principale zone productrice de maïs-grain en Europe ?

Aujourd'hui nous savons que durant ces 25 dernières années on a découvert et mis au point beaucoup plus de choses que l'ensemble des scientifiques ne l'avaient prévu à l'époque.

Le monde agricole a subi une transformation complète. Les exploitations se sont mécanisées, agrandies et spécialisées. La majeure partie de la main-d'œuvre a été « remplacée » par des capitaux. On a même adopté des procédés para-industriels. De nouvelles plantes ont été développées. Des procédés nouveaux, faisant appel à la chimie et à la microbiologie et assurant des récoltes abondantes, sont aujourd'hui appliqués presque partout.

De même dans l'élevage : de nouveaux croisements ont permis une augmentation considérable des rendements. Des méthodes nouvelles d'alimentation du bétail, par mélanges de fourrages soigneusement dosés, complétés par certaines matières d'appoint, ont permis d'abaisser les coûts de production. Les élevages industriels modernes sont strictement rationalisés. C'est ainsi, par exemple, qu'il existe maintenant en Europe des exploitations qui engraisent à la fois 5.000 bovins et plus.

Pourtant, les résultats obtenus aujourd'hui peuvent encore être largement dépassés. L'évolution va se poursuivre, toujours à vive allure. Nous nous trouvons en pleine « Révolution agricole ». Celle-ci emboîte le pas à la révolution industrielle du siècle dernier. Elle va contribuer de façon déterminante à rapprocher l'agriculture des autres secteurs économiques.

Cependant cette évolution ne s'accomplira pas d'elle-même ; elle devra être provoquée. Il s'agit en effet de mettre sur la bonne voie ce progrès technique qui se présente à l'agriculture sous mille formes diverses. Ses aspects négatifs devront être maîtrisés comme le démontre l'exemple de la protection de l'environnement.

Le « miracle vert » ne réside pas tant dans le progrès technique lui-même, que dans son utilisation judicieuse, c'est-à-dire sa maîtrise par l'organisation. La science, la politique, l'administration et l'agriculture sont appelées à discerner plus nettement que jusqu'à présent la nécessité du développement à long terme qu'implique le progrès technique. Les mesures efficaces à court terme qu'ils prendront devront être mieux adaptées et même subordonnées aux possibilités à long terme. Et il faut réduire ou même éviter les suites négatives.

NOUVELLES TECHNOLOGIES DE DEMAIN

A quelle capacité arrivera l'agriculture européenne autour des années 2000 ? La réalité de demain est reconnaissable aujourd'hui dans un grand nombre d'ébauches. Beaucoup de choses conçues et testées aujourd'hui de par le monde dans les salles d'études, les laboratoires et les installations expérimentales par plus de 100.000 chercheurs agricoles seront, dans 10,

20 ou 30 ans, employées journalièrement dans l'agriculture. Les nouveautés se multiplient : dans la culture et dans l'élevage, dans la protection des végétaux, la nutrition des plantes et des animaux, l'horticulture, dans les différents procédés de production et dans l'emploi des machines. Les progrès réalisés dans le passé étaient plutôt de nature physique puis de nature chimique. A l'heure actuelle et dans l'avenir, les procédés biologiques et microbiologiques jouent et joueront un rôle de plus en plus important.

C'est ainsi, par exemple, qu'on étudie aujourd'hui les procédés suivants :

— Création de nouvelles plantes (par exemple un hybride de blé et de seigle ou peut-être une combinaison de pomme de terre et de tomate.)

— Implantation durable de bactéries génératrices d'azote dans les cellules des plantes, ce qui supprimerait la nécessité d'engrais azotés.

— Accroissement du rendement de la photosynthèse, c'est-à-dire du processus de la transformation d'énergie solaire en masse végétale (et plus tard en aliments).

— L'élevage annuel de 20 à 100 veaux pour chaque vache à fort rendement par l'apport d'hormones, par l'insémination artificielle et par le transfert des œufs tout juste fécondés à des vaches dites « nourrices » (celles-ci produisent donc à la place de la mère génétique des veaux de rendement élevé).

— La reproduction sans fécondation d'animaux de haute productivité, et ce par la fusion provoquée de cellules germinales non fécondées avec des cellules somatiques du même animal. Une série illimitée d'animaux parfaitement identiques pourrait être ainsi créée.

— « Exploitations laitières » dans lesquelles chaque vache est maintenue toute l'année sur son propre chariot qui fait lui-même partie d'une vraie chaîne de production. L'apport de fourrage, les soins, la traite et l'enlèvement du fumier seront entièrement mécanisés aux diverses « stations » de cette chaîne où passe le chariot.

— Les fourrages grossiers ne proviendront plus d'herbages individuels de la ferme. Ils seront achetés en « briquettes » dans les exploitations spécialisées des zones herbageuses (exploitations spécialisées qui ne produisent plus que ces « briquettes »).

— Utilisation de charrues géantes travaillant sur 3,5 mètres de largeur, qui pourront labourer 3 à 4 hectares à l'heure (on envisage aussi de préparer le sol à l'aide de machines à oscillations qui pourront encore donner une prestation deux fois plus élevée).

— Utilisation de moissonneuses-batteuses qui pourront moissonner 7 ha de céréales à l'heure.

Dans mon livre « L'avenir vert de l'Europe » (1) sont décrits quelques centaines d'autres exemples.

(1) Edition originale (allemande) : G. THIEDE « Europas Grüne Zukunft », Econ-Verlag, Düsseldorf und Wien 1975, 464 pages. Version française (« L'avenir vert de l'Europe ») en préparation.

Des productions encore plus élevées...

Ces innovations agricoles et bien d'autres encore possibles dans l'avenir aboutiront à des rendements encore plus élevés :

— 70 à 80 quintaux de céréales à l'hectare seront possibles en moyenne (actuellement la moyenne de la Communauté est de 40 quintaux).

— 700 à 800 quintaux de betteraves sucrières à l'hectare (actuellement 430 quintaux).

— 8.000 à 9.000 litres de lait par vache par an (3.600 litres aujourd'hui en moyenne pour la Communauté).

— Une augmentation de poids de 900 à 1.000 grammes en moyenne par jour pour les porcs à l'engrais (500 g à l'heure actuelle) ou bien une augmentation de poids de 1.500 à 1.800 grammes par jour pour les bovins à l'engrais (800 g à l'heure actuelle).

Ces augmentations de rendement à l'hectare ou par tête de bétail conduisent à un accroissement de la production dans la Communauté. Si l'on accepte ces ordres de grandeur, qui se fondent sur les déclarations d'éminents chercheurs agricoles, la capacité énorme qu'aura un jour l'agriculture européenne devient évidente.

...mais de grandes difficultés d'écoulement

Au contraire les futures possibilités d'écoulement seront limitées pour l'agriculture européenne. Malheureusement, je n'entrevois pas de nouveaux débouchés importants qui puissent absorber l'énorme potentiel de production. Cela m'amène à faire quatre réflexions.

— Jusqu'à présent, l'accroissement constant de la population en Europe exigeait, à lui seul, un surcroît de production d'environ 0,6 % par an. Nous avons un accroissement annuel moyen d'environ 3 % de la production agricole. L'accroissement de la population absorbait donc jusqu'ici un cinquième du surcroît de production.

La nouvelle attitude adoptée en matière de planning familial, notamment l'emploi de la « pilule », marque une rupture. Les taux de natalité sont en baisse ; la population de l'Allemagne et du Luxembourg diminue déjà. Dans les autres pays de la Communauté européenne, on peut s'attendre, bien qu'avec un certain retard, à des développements analogues.

— Actuellement la consommation par habitant n'augmente plus que dans des proportions minimes. En République fédérale d'Allemagne, elle progressait encore de 2,6 % par an en moyenne dans les années 50, de 1,6 % dans les années 60, et, à l'heure actuelle, elle n'est plus que de 0,6 %. Dans dix ans ou vingt ans au plus, nous mangerons probablement moins en moyenne. Nos habitudes de vie modernes (assis à la chaîne de montage, assis au bureau, assis dans la voiture, assis devant la télévision) n'exigent pas plus,

mais moins de calories. Les découvertes médicales tendant à limiter la consommation d'aliments gagnent de plus en plus de terrain.

Conclusion : le marché intérieur européen n'offre plus suffisamment de nouvelles possibilités d'écoulement pour nos produits agricoles.

— La famine qui sévit dans de nombreuses parties du monde contraste crûment avec la surproduction en Europe. On demande donc d'envoyer constamment des produits alimentaires au Tiers Monde. Mais l'aide alimentaire que fournit actuellement l'Europe ne sert que dans les cas d'extrême urgence. En revanche, et, abstraction faite des sommes énormes qu'il faudrait engager, l'institutionnalisation des secours dans le cadre d'un programme ne serait même pas dans l'intérêt des pays en voie de développement. Pourquoi ?

Parce que, dans de nombreux pays en voie de développement, 60 à 80 % de la population vivent directement ou indirectement de l'agriculture. Leurs conditions de vie rudimentaires et la disette sont essentiellement dues à l'insuffisance du pouvoir d'achat. Cette situation ne peut être améliorée qu'en développant précisément leur propre production agricole, et non pas en entravant leur agriculture par des livraisons de produits alimentaires. Les livraisons de produits agricoles effectuées par l'Europe, sauf lorsqu'elles sont absolument nécessaires, faussent le développement de l'économie de ces pays. Alors qu'il faudrait sur place intensifier l'agriculture, inciter la transformation et augmenter les exportations de leurs propres produits.

En conséquence, à long terme et je souligne « à long terme », nous ne devrions pas envisager d'écouler nos excédents européens dans les pays en voie de développement.

— Reste à voir si les paysans européens ont une chance d'être compétitif à long terme sur un marché mondial libre en produisant en plus grandes quantités. Sur ce plan, je n'entrevois pas, à long terme, de possibilités certaines (2).

Premièrement, il est à prévoir que le progrès technique se répandra partout dans le monde, quand bien même il serait adapté au niveau des techniques agricoles de chacun des pays. A son tour, ce facteur donnera une impulsion à la production agricole dans de nombreuses parties du monde. Les pays qui aujourd'hui importent encore des produits agricoles pourront ainsi élever leur degré d'autoapprovisionnement, donc diminuer leurs importations, alors que les pays exportateurs traditionnels pourront simultanément continuer d'accroître leurs quantités de produits destinés à l'exportation. Ainsi à long terme les marchés mondiaux auront tendance à être engorgés.

(2) Voir plus loin H.E. BUCHOLZ.

Deuxièmement du fait de sa structure des coûts, l'Europe, de façon générale, n'est pas compétitive face aux autres grands pays exportateurs de produits agricoles de la zone tempérée. Or, on ne peut guère s'attendre à ce que des crédits suffisamment élevés soient consacrés en **permanence** à subventionner les exportations. D'ailleurs des voix critiques disent que ces crédits ne seraient en fait utilisés que pour réparer **après coup** un préjudice déjà causé, c'est-à-dire une surproduction structurelle. Il serait beaucoup plus logique d'affecter ces crédits à des actions préventives, c'est-à-dire à des actions destinées à prévenir les excédents structurels.

ARRET DE PRODUCTION EN EUROPE COMME CONSEQUENCE

Sans soupape, la pression résultant de l'accroissement continu de la production agricole ne fera qu'augmenter d'année en année. Afin d'éviter une explosion, il faut donc pour ainsi dire « lâcher la vapeur » en temps voulu.

Il faut, à cet effet, prendre des mesures particulières qui exigent compréhension de la part de l'opinion publique, courage et résolution de la part des politiciens et une coopération active de la part des intéressés.

On ne peut atteindre cet état d'esprit si, de leur côté, les chercheurs ne s'expriment pas avec une grande clarté et une franchise non déguisée afin d'inspirer la confiance nécessaire dans les interventions et les aides appropriées de l'Etat, prévues ou à prévoir, notamment dans le domaine des mesures de protection sociale qui s'imposent.

Un exemple arithmétique illustre l'ordre de grandeur du dilemme qui se présente (voir illustration). Il suppose que dans l'avenir, l'accroissement de la production agricole de la Communauté ne dépassera en moyenne que de 1 % celui de la consommation et que ce processus se répétera pendant 6 ans. La sixième année, on aurait alors théoriquement un surplus de production agricole de 6 % qui ne trouve pas de débouchés sur le marché intérieur ou extérieur de la CEE. Mais 6 % représentent déjà plus que la production annuelle de l'agriculture danoise tout entière ou presque la totalité de la production agricole des Pays-Bas. Or cet exemple ne porte que sur six ans. Le graphique comporte également une période de quatorze ans et même un écart de 2 % l'an entre production et débouchés.

Pour compenser cette surproduction, il faudrait « geler » des surfaces cultivables, voire même supprimer une partie du cheptel. Il est impossible de faire des calculs exacts dans ce domaine. Nul ne sait si, dans 10 ou 20 ans, nous n'aurons pas, par exemple, 10, 15 ou 20 millions d'hectares de terres agricoles en trop dans la Communauté (il y a 94 millions d'hectares à l'heure actuelle).

Dans ce contexte, il est bon de rappeler que la régression de l'agriculture et ses conséquences ont été mentionnées ailleurs (3) :

— « La politique de l'Etat sous les différents aspects, contribue à la création d'un surplus paysan croissant » ;

— « L'avenir de l'agriculture restera commandé par un processus de régression vigoureux » ;

— « L'Etat est obligé de prendre en charge les coûts sociaux croissants de la régression de l'agriculture » ;

— « On peut conclure à

- * une élimination plus rapide encore de la petite agriculture marchande,
- * une détérioration des conditions de vie et de travail d'un nombre toujours plus grand d'agriculteurs,
- * une course à la croissance de la productivité encore plus haletante pour ceux qui resteront,
- * une concentration encore plus forte des forces productives dans certaines régions,
- * une désertification plus désolante dans d'autres. »

Cette réduction de capacité sera vraisemblablement en même temps un moyen d'accélérer la modernisation de l'agriculture européenne. L'exemple de la Suède, qui a été évoqué récemment par le Professeur Niehaus (4), montre comment il est possible de mener une politique agricole rationnelle grâce à l'application simultanée d'une « thérapie par pression » et d'une « thérapie par incitation ». Grâce à la thérapie par pression, les producteurs marginaux en Suède (toutefois avec certaines exceptions dans le nord de la Suède) se sont vus obligés d'arrêter leur production, quelle que soit la taille de leur exploitation. En même temps, une thérapie par incitation a été mise en œuvre sous la forme de prêts et de subventions de l'Etat en faveur des exploitations viables.

L'abandon de l'agriculture marginale

Dans l'état actuel de l'agriculture européenne, compte tenu de ses excédents structurels, il est grand temps d'introduire également des transformations décisives. Jugeant la situation de l'agriculture en Europe, Niehaus dit ceci :

« La seule décision qui soit importante en matière de politique agricole revient à se demander si l'on risque une thérapie par pression du type économie de marché ou si l'on y renonce pour des raisons humanitaires. Dans la CEE, on n'en a jamais voulu.

(3) A. MOLLARD et A. MOUNIER. La politique de l'Etat et l'évolution de l'agriculture française : éléments d'interprétation économique. Economie rurale, n° 110, novembre-décembre 1975, pages 3 à 15.

(4) H. NIEHAUS. Tableau de l'agriculture aujourd'hui et demain. Cahiers Européens, Hambourg et Bâle, n° 4, 1975, pages 70-73.

On s'est toujours prononcé en faveur d'une thérapie par incitation plus bienveillante. Aussi l'Europe doit-elle désormais en subir les conséquences, à savoir : plus de petites exploitations, plus d'excédents de production et plus de paysans à faible revenu qu'il n'en faudrait dans le secteur agricole. »

Selon ma conception personnelle, les programmes en faveur des paysans de montagne et en faveur des régions défavorisées par la nature, font manifestement fausse route, car l'on ne tient pas compte des aspects à long terme. En réalité, les subventions globales accordées aux agriculteurs pauvres aident ou incitent les producteurs marginaux à poursuivre leur activité agricole. Toujours est-il qu'un quart environ de la superficie agricole de la Communauté sera subventionné de cette façon. Pour l'ensemble de l'agriculture et de l'économie, il serait plus opportun, à mon avis, d'immobiliser petit à petit ces surfaces dans toute la mesure nécessaire.

Si ces surfaces n'étaient pas reboisées, il faudrait envisager leur retour progressif à l'état sauvage (5). Selon des scientifiques connus (6) des effets négatifs ne sont à prévoir que sur certains pâturages de haute montagne. C'est le seul cas dans lequel les aides accordées dans le cadre du programme cité plus haut devraient être maintenues.

L'abandon de l'agriculture dans les régions marginales implique naturellement une forte intervention dans la structure économique et sociale actuelle. Il convient d'appliquer ici la thérapie par pression et la thérapie par incitation mentionnées plus haut et surtout d'associer ces thérapies à des mesures sociales hautement efficaces. Des efforts exemplaires (quoique pas toujours suffisants) ont été entrepris dans quelques pays.

Encouragement des exploitations modernes

Dans les régions bénéficiant de conditions favorables à la production agricole, il faudrait par ailleurs mettre en œuvre une politique de promotion à objectifs bien déterminés. Cette politique devrait se concentrer sur les exploitations capables d'appliquer de façon rentable les techniques modernes. Il ne s'agit pas d'aider toutes les exploitations qui remplissent certaines conditions formelles de structure. Il convient au contraire de sélectionner uniquement celles qui, en raison de leurs plans de développement de l'exploitation et, avant tout, de la personnalité de l'exploitant, offrent toutes garanties quant à leur capacité à produire dans des conditions d'exploitation optimales, c'est-à-dire en ayant recours aux techniques agricoles les plus récentes.

De 1950 à nos jours, près de la moitié des exploitations agricoles de l'actuelle Communauté européenne ont été abandonnées. Leurs terres ont été en grande partie reprises par des exploitations voisines. Mais dans la plupart des cas, cela n'a pas suffi pour per-

mettre aux exploitations subsistantes d'atteindre les dimensions adéquates. Si l'on veut des exploitations à structure économique optimale, comme il en existe déjà beaucoup dans certaines régions d'Europe (par exemple dans le Bassin parisien, le sud-est de l'Angleterre et le Holstein oriental), il faudrait certainement que beaucoup plus de la moitié des 5,5 millions d'exploitations de la Communauté européenne cessent leur activité. Il est même possible qu'à très longue échéance, seul un cinquième des exploitations restent viables en tant qu'exploitations agricoles principales ou exploitations à plein temps.

Comme de nouvelles formes de production et de nouvelles techniques agricoles sont apparues et que d'autres suivront, les exploitants agricoles entrepreneurs se trouvent en présence de nombreux facteurs les encourageant à réorganiser leurs exploitations et leur production. C'est là que la thérapie par incitation devrait intervenir avec force afin d'accélérer la prise en compte du progrès technique.

L'objectif est avant tout dans ce domaine, la réduction des coûts. Le coût unitaire du quintal de production végétale, du litre de lait, du kilo de viande, etc... doit être comprimé au maximum. Ceux à qui cela permettra de produire à des prix particulièrement bas pourront s'imposer sur le marché.

Les limites de la superficie optimale (ou du cheptel) ne sont atteintes actuellement en Europe que par un nombre relativement restreint d'exploitations. Si la structure des exploitations était meilleure, il serait possible de produire à des prix plus bas dans l'ensemble. Il existe naturellement d'autres considérations en particulier sur le plan socio-politique, mais le point de vue économique devrait s'imposer davantage encore au cours des prochaines décennies. L'octroi permanent et extrêmement onéreux de subventions à la production agricole pourrait être limité ; il suffirait pour cela de mieux observer les règles économiques.

Selon certains milieux, on pourrait également (dans certaines limites) réduire la pression de l'offre en retardant ou, si possible, en freinant le progrès technique agricole. Restreindre le progrès technique serait cependant une erreur fondamentale. Il constitue, pour les agriculteurs eux-mêmes, la clé du relèvement des revenus individuels. Mais alors les capacités de production des exploitations qui ne sont pas en mesure de suivre le rythme général sont gelées en conséquence.

(5) Voir plus loin H. SPITZER : Aspects futurs de l'utilisation des terres peu fertiles.

(6) K. BUCHWALD. Die Natur hilft sich selbst (La nature s'aide elle-même). Schriftenreihe für ländliche Sozialfragen, n° 61, 1971, pages 120-131.

Régionalisation de la production agricole

Naturellement, c'est dans les régions où les conditions naturelles ou structurelles sont les plus défavorables, c'est-à-dire dans les exploitations qui aujourd'hui déjà sont difficilement viables ou qui ne peuvent survivre que grâce à d'importantes subventions de l'Etat, que la limitation des capacités de production est la plus indiquée.

Par l'application d'une telle politique on en arrivera à une concurrence accrue entre les diverses régions de la Communauté européenne, concurrence de laquelle l'agriculture française pourrait tirer un bilan réellement très positif. Les conditions naturelles et l'éloignement des marchés sont souvent fort différents d'une région européenne à l'autre : par exemple le Nord-Ouest de l'Europe (particulièrement les régions côtières de la Manche) paraît avoir un avantage certain sur le plan de l'élevage des bovins et des moutons grâce à l'influence du Gulf Stream. Par ailleurs, dans le Midi, les cultures nécessitant beaucoup de chaleur (vigne, fruits, olives, agrumes...) trouveront des conditions de production favorables.

Près des grands centres urbains apparaîtront cependant de plus en plus d'exploitations laitières, spécialisées en particulier dans l'approvisionnement en lait de consommation. L'élevage du bétail laitier bénéficiera également de certaines avantages dans les régions montagneuses bien arrosées, mais uniquement si la configuration du terrain et la nature du sol s'y prêtent.

Des régions entières abandonneront de plus en plus l'agriculture au cours des prochaines décennies, surtout les régions de pâturages les plus pauvres. Dans les régions disposant de terres arables de mauvaise qualité qui sont encore cultivées aujourd'hui, les rendements à l'hectare susceptibles d'être atteints différeront des rendements de plus en plus importants des sols fertiles au point qu'elles auront le dessous dans la concurrence entre les régions agricoles.

On peut en contrepartie prédire un excellent avenir aux zones de culture fertiles, d'autant plus que, très souvent, celles-ci bénéficient dès le départ de meilleures chances de succès en raison de la structure plus favorable des exploitations (grandes exploitations de forme ramassée). Les secteurs d'élevage dans lesquels les céréales constituent la base de l'alimentation vont également s'installer, plus que dans le passé, dans ces régions de culture et dans les zones limitrophes.

CONCLUSION

Les plus fortes augmentations de rendement de l'agriculture européenne restent encore à venir : des productions de 8.000 kg de céréales à l'hectare ou de 8.000 litres de lait par vache et par an, par exemple, deviendront un jour une réalité pour la grande masse des exploitations européennes. Par rapport à la moyenne actuelle, cela représente à peu près un doublement des rendements végétaux et animaux.

Les débouchés ne sont cependant pas garantis à

long terme pour une production aussi importante. Il ne sera pas possible — ni pour des raisons politiques ni pour des questions de financement — de compenser à long terme la stagnation de la consommation intérieure par de nouvelles augmentations des exportations.

Les bouleversements qui constitueront effectivement la plus grande révolution de l'agriculture européenne restent encore à venir. En réalité, cette révolution ne peut se faire que selon le processus décrit, en termes très clairs, pour la première fois en 1968 par M. Mansholt, mais mal compris par l'opinion publique, et non suivi par le Conseil des Ministres de la Communauté Européenne :

— octroi, d'une part, d'aides financières de nature diverse en vue d'accélérer le départ volontaire des nombreux petits exploitants trop faibles ;

— adoption, d'autre part, de mesures destinées à faire triompher partout les formes d'exploitation modernes et les méthodes de production les plus efficaces.

Pour les bons agriculteurs, grâce aux progrès techniques, les perspectives d'avenir restent ainsi très favorables.

Peu d'espairs sont par contre permis aux agriculteurs des régions moins favorisées. Ici l'exploitation des terres sera abandonnée et de larges zones retourneront à l'état naturel et sauvage.

De nouvelles et courageuses mesures et méthodes seront nécessaires. Elles devront être de nature à maîtriser les problèmes très exceptionnels qui vont se poser à l'avenir.

L'Europe verte de l'avenir ne peut être réalisée avec les méthodes et les mesures d'hier et d'aujourd'hui, telles qu'elles sont souvent remises à l'essai dans la politique. Pour les problèmes de demain il convient, en toute logique, de mettre en œuvre les méthodes de demain. Des évolutions dynamiques exigent des mesures dynamiques. L'avenir n'est pas le destin, l'avenir peut être modelé.

Remarque finale : Mon livre « L'avenir vert de l'Europe » est un véritable cri d'alarme demandant en dernière conclusion une politique nouvelle.

« Une politique qui serait nouvelle, tout en utilisant de vieux moyens, ne peut donc être mise en œuvre qu'avec l'appui de l'opinion. Mais on se trouve presque devant un cercle vicieux : quelles forces sont capables de transformer l'état d'esprit des masses au point de porter au pouvoir un gouvernement qui, contre les intérêts des industriels et contre les intérêts immédiats d'une bonne partie du public, osera préparer l'avenir ? Il ne faut pas cependant se montrer exagérément pessimiste. La prise de conscience des grands problèmes se fait peu à peu dans l'opinion. Les réactions sont souvent plus émotionnelles que rationnelles, mais elles montrent au moins que quelque chose évolue » (7).

(7) J. KLATZMANN : Nourrir dix milliards d'hommes ? Collection SUP, Paris 1975, page 242.